TUNISIE

Tableau 1	2017
Population (millions)	11.4
PIB (milliards de dollars courants)	39.9
PIB par habitant (dollars courants)	3487
Seuil de pauvreté nationala	15.2
Indice de Gini[a]	30.9
Taux de scolarisation dans le primaire (% brut)[b]	114.7
Espérance de vie à la naissance (années)[b]	75.7

Source : WDI, Macro Poverty Outlook et données officielles.
Notes :
a) Valeur la plus récente (2015).
b) Valeur WDI la plus récente (2016)

La Tunisie a entamé une modeste reprise économique, tirée par l'accélération de la croissance, de l'investissement et des exportations, bien que les déséquilibres macroéconomiques restent élevés. L'inflation a atteint des niveaux records, ce qui a incité la Banque centrale à commencer à resserrer sa politique monétaire. La tendance à l'aggravation des déficits budgétaire et courant devrait s'inverser en 2018, tandis que le ratio de la dette publique au PIB se stabilisera. Mais la situation économique et le coût des réformes suscitent le mécontentement de la population, alors que le coût de la vie augmente, que la monnaie continue de se déprécier et que le chômage reste élevé.

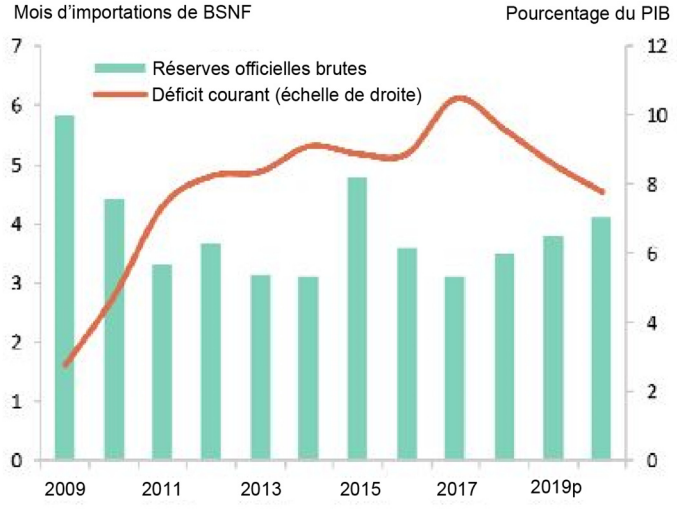
Évolutions récentes

La croissance économique de la Tunisie s'accélère lentement. Après avoir légèrement repris pour atteindre 2 % en 2017, elle s'est établie à 2,5 % au premier trimestre 2018 et à 2,8 % au deuxième trimestre (en glissement annuel), soutenue par l'agriculture, le tourisme et la production axée sur l'exportation, principalement électrique et mécanique. Du côté de la demande, la croissance a été tirée par les exportations et les investissements. Le chômage est resté élevé, à 15,4 % au premier trimestre 2018, mais a légèrement baissé chez les diplômés, avec un taux de 29,3 % contre 29,9 % au quatrième trimestre 2017.

L'inflation s'est accélérée, passant de 4,2 % en décembre 2016 à 7,8 % en juin 2018, soit le niveau le plus élevé depuis une génération, sous l'effet de la dépréciation de la monnaie, du relèvement des prix administrés de l'énergie, de la hausse des salaires et de l'expansion du crédit. Face à cette situation, la Banque centrale a relevé son taux directeur à trois reprises depuis avril 2017 pour le porter à 6,75 %, mais les taux d'intérêt directeurs restent négatifs ou presque. En juillet 2018, l'inflation a légèrement ralenti pour s'établir à 7,5 %.

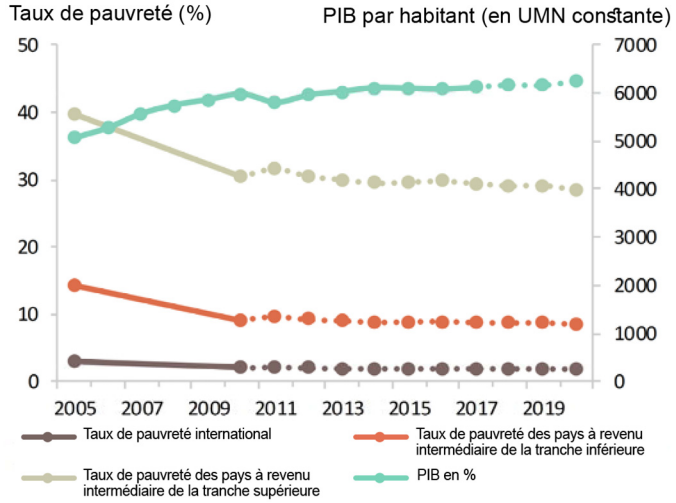
Pendant plusieurs années après la révolution, les déficits budgétaires et la dette se sont accrus, sous l'impulsion de la croissance de la masse salariale (2011-2017) et de l'augmentation des subventions et des transferts en 2011-13 (en particulier des subventions énergétiques). La loi de finances de 2018 vise à ramener le déficit de 5,9 % du PIB en 2017 à 5,2 % grâce à un ambitieux train de mesures fiscales, comprenant l'augmentation des taux de TVA (1 %), des impôts indirects sur certains produits (voitures, tabac et alcool) et des impôts sur le revenu (1 %). La loi énonce également les objectifs du gouvernement visant à limiter : a) la masse salariale à 14 % du PIB (contre 14,8 % en 2017), grâce à un programme de retraite anticipée et de départs volontaires ; et b) les subventions énergétiques à 2,5 % du PIB, grâce à une application plus systématique du mécanisme existant d'ajustement des prix des carburants et à la réduction des subventions sur l'électricité et le gaz. Bien que les recettes publiques aient été satisfaisantes au premier semestre 2018, les pressions exercées sur les dépenses ont mis en évidence des risques concernant la réduction visée du déficit. Ces risques sont liés à la hausse des prix internationaux du pétrole, à l'ajustement tardif des prix des carburants et des tarifs de l'électricité et du gaz, au manque de liquidités du fonds de pension public et au succès médiocre des programmes de départs volontaires. La position extérieure du pays reste difficile, en raison des importants déficits commercial et courant, de la baisse des IDE et de la contraction des réserves internationales (3,1 mois d'importations fin 2017). Le déficit courant s'est amélioré au premier trimestre 2018, soutenu par la dépréciation du taux de change réel en 2017, l'amélioration de la balance commerciale et la hausse des recettes touristiques et des envois de fonds liée au renforcement de la croissance en Europe. Cela dit, la couverture des réserves de change est tombée à 71 jours d'importations à la fin juillet, malgré les efforts déployés par la Banque cen-

GRAPHIQUE 1 **Tunisie** /Compte courant et réserves



Sources : Données officielles, Macro Poverty Outlook et WDI.

GRAPHIQUE 2 **Tunisie** / Taux de pauvreté et PIB par habitant



Sources : Banque mondiale. Note : voir tableau 2.

trale depuis mars pour rester dans les limites du budget d'intervention de change. La monnaie nationale est passée sous la barre des 3 dinars pour 1 euro en avril 2018 et a continué de se déprécier, bien qu'à un rythme plus lent qu'en 2017.

Les estimations fondées sur l'enquête de 2010 et l'évolution du PIB par habitant indiquent le ralentissement de la réduction de la pauvreté. Mesurée par rapport au seuil de pauvreté des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars PPA par jour), la pauvreté a diminué de moins de 1 % au cours de la dernière décennie, alors qu'elle a à peine reculé si l'on utilise le seuil de pauvreté extrême (1,9 dollar PPA par jour). Si cette lente réduction est préoccupante, les niveaux sont globalement comparables à ceux de la région et, surtout, l'extrême pauvreté semble en passe d'être éradiquée. Les chiffres officiels tirés d'une enquête réalisée en 2015 (non analysée par la Banque mondiale), et utilisant le seuil de pauvreté national, indiquent qu'entre 2010 et 2015, le rythme de réduction de la pauvreté a été beaucoup plus rapide, passant d'environ 20,5 à 15,2 %.

Mais les moyennes nationales cachent de fortes disparités régionales. D'importantes inégalités géographiques sont progressivement apparues entre les régions traditionnellement défavorisées du Nord-Ouest et du Centre-Ouest et les régions côtières et plus urbanisées de l'Est (notamment la région de Tunis, le Nord-Est et le Centre-Est). Dans l'ensemble, les régions de l'Ouest affichent des taux de pauvreté presque deux fois supérieurs à la moyenne nationale.

Perspectives

Les La croissance devrait atteindre 2,4 % en 2018, avant de se rapprocher progressivement de son potentiel, d'environ 3,4 % à moyen terme, parallèlement à l'amélioration du climat des affaires due aux réformes structurelles et au renforcement de la sécurité et de la stabilité sociale. La croissance sera soutenue par l'expansion de l'agriculture, du secteur manufacturier et des services liés au tourisme. La pauvreté devrait rester autour de 8,7 %, en utilisant le seuil de 3,2 dollars PPA par jour, et de 1,9 %, en utilisant le seuil de pauvreté extrême (1,9 dollar PPA par jour).

L'inflation pourrait augmenter — même avec un resserrement de la politique monétaire — pour atteindre 8 à 9 % d'ici à la fin de 2018 en raison du relèvement des prix administrés de l'énergie, de la dépréciation du dinar, des anticipations inflationnistes élevées et de l'incidence des nouvelles mesures fiscales. Elle devrait progressivement ralentir à 4 ou 5 % sous l'effet du resserrement de la politique macroéconomique et de l'amélioration de la crédibilité de l'objectif visé par la Banque centrale en matière d'inflation (après l'abandon du taux de change fixe en tant que pilier de la politique monétaire).

Les déficits budgétaire et courant devraient être contenus en 2018 à 5,2 et 9,6 % du PIB, respectivement, en raison du resserrement des politiques, de la flexibilité accrue du taux de change et du rebond de la croissance. Avec un ajustement macroéconomique soutenu, ils devraient diminuer progressivement pour atteindre respectivement 3 à 4 % et 7 à 8 % du PIB. La dette publique et extérieure devrait rester inférieure à 70 et 90 % du PIB à moyen terme tandis que la couverture des réserves devrait s'améliorer pour dépasser 4 mois d'importations d'ici à 2020. Ces perspectives dépendent de la mise en œuvre continue de réformes énergiques par les pouvoirs publics, notamment en matière de politique budgétaire, monétaire et de change, de protection sociale, d'énergie et de développement du secteur privé.

Risques et défis

Bien Les risques demeurent élevés et orientés à la baisse. Le principal risque concerne le manque de continuité des politiques, en particulier les remaniements gouvernementaux et le consensus autour des réformes clés, dont les réformes budgétaires structurelles nécessaires au rééquilibrage et à la réorientation durables des dépenses vers les investissements publics et les secteurs sociaux. Les autres risques comprennent les menaces résiduelles pour la sécurité, la hausse des prix internationaux du pétrole et la détérioration de la confiance des investisseurs dans les marchés émergents, qui pourrait avoir

TABLEAU 2 **Tunisie** / Indicateurs Macro Poverty Outlook

(Variation annuelle en pourcentage sauf indication contraire)

	2015	2016	2017	2018 f	2019 f	2020 f
Croissance du PIB réel, aux prix constants du marché	1.1	1.0	2.0	2.7	3.3	3.7
Consommation privée	1.6	1.6	1.5	0.6	1.4	4.6
Consommation publique	4.8	3.8	-2.4	-8.3	2.3	-6.1
Formation brute de capital fixe	-2.5	2.8	4.4	4.4	4.9	6.2
Exportations de biens et services	-2.8	0.2	4.2	4.7	4.5	3.6
Importations de biens et services	-2.5	2.0	2.2	-1.1	2.3	2.6
Croissance du PIB réel aux prix constants des facteurs	1.0	0.8	1.7	2.7	3.3	3.7
Agriculture	12.3	-8.5	2.5	5.0	1.9	3.0
Industries	-1.5	-0.5	-0.9	3.9	4.6	4.6
Services	0.6	2.9	2.7	1.9	3.0	3.4
Inflation (indice des prix à la consommation)	4.9	3.7	5.3	6.7	5.6	4.6
Solde du compte courant (% du PIB)	-8.9	-8.8	-10.2	-9.5	-7.8	-7.2
Solde budgétaire (% du PIB)	-5.6	-6.0	-6.3	-5.6	-3.7	-2.7
Dette (% du PIB)	54.8	61.2	72.9	77.8	77.2	76.2
Solde primaire (% du PIB)	-3.7	-3.8	-4.0	-2.9	-1.1	-0.7

Sources : Banque mondiale, Pôles mondiaux Pauvreté et équité, Macroéconomie, Commerce et investissement
Notes e = estimations, p = prévisions
a) Le solde budgétaire n'inclut pas les dons